

Charles BETTELHEIM

*Directeur d'Etudes
à l'Ecole Pratique
des Hautes Etudes*

**ASPECTS
SPÉCIFIQUES
DE L'ÉCONOMIE
CHINOISE
CONTEMPORAINE**

De tous les problèmes concrets qui peuvent aujourd'hui retenir l'attention de l'économiste, l'un des plus importants me paraît être celui que pose le destin de l'immense Chine, de ce pays de quelque 700 millions d'habitants, soit presque le quart de l'humanité.

Ce pays, aux richesses naturelles considérables, a entrepris une œuvre de développement économique gigantesque et dont les résultats sont souvent sous-estimés, soit parce qu'ils sont mal connus, soit parce que les difficultés indiscutables que rencontre l'effort en cours masquent en partie le caractère solide des réalisations.

Pourtant, pour qui visite la Chine, surtout pour celui qui ne visite pas ce pays pour la première fois et qui connaît aussi d'autres pays d'Asie, les résultats obtenus sont visibles et frappants.

Le plus visible de tous est l'amélioration du niveau de vie, les progrès de *l'habillement* de la population et ceux du *logement*. Dans les villes, la construction des usines s'est toujours accompagnée de celle d'habitations modernes. Les progrès de la santé publique sont également frappants. La population donne une remarquable impression de *santé* et de robustesse, impression qui est en opposition criante avec celle que l'on éprouve lorsqu'on visite un pays comme l'Inde. Les marchés et les boutiques confirment une forte amélioration du ravitail-

lement de la population. Fruits, légumes, viandes, poissons, conserves s'étalent en abondance et les prix en sont bas. Ils n'ont pratiquement pas bougé depuis quatorze à quinze ans tandis que les gains monétaires ont sensiblement augmenté.

Autres résultats *visibles*, les progrès de l'enseignement. Les *écoles* sont présentes partout, et partout l'on voit les enfants qui se rendent à l'école ou qui en reviennent portant livres et cahiers.

Ces constatations, qui différencient la situation de la Chine de celle de la plupart des pays dits « en voie de développement », soulèvent précisément le problème des aspects spécifiques de l'économie chinoise. C'est ce problème que j'aborderai maintenant.

Les spécificités de l'économie chinoise se situent, je crois, à deux niveaux.

A un premier niveau, se trouve ce qui est spécifique à la Chine par opposition aux pays occidentaux, mais ce qui lui est cependant commun, bien qu'avec des caractères particuliers, avec d'autres pays socialistes. De cela, je ne dirai que quelques mots.

A un second niveau, se situe ce qui est tout à fait spécifique à la Chine, tant dans le domaine de l'organisation que dans celui de la politique économique. C'est de cela que je parlerai surtout.

LE CARACTÈRE SOCIALISTE DE L'ÉCONOMIE CHINOISE

Sur le premier point, je rappellerai qu'au cours des années qui ont suivi la victoire de la révolution chinoise, en 1949, le Gouvernement a procédé à la nationalisation d'une grande partie de l'industrie, des mines, du commerce de gros, des transports, du commerce extérieur et du système bancaire. Ultérieurement, l'artisanat est entré dans la voie des coopératives tandis que les entreprises industrielles et commerciales qui restaient dans le secteur privé ont été transformées progressivement en entreprises mixtes (dites de capitalisme d'Etat). Dans ces entreprises, dont beaucoup conservent encore aujourd'hui ce statut, les anciens propriétaires occupent en général les fonctions de *direction* qu'ils assumaient. De plus, les anciens propriétaires touchent une *indemnité* proportionnelle à leur capital, mais ces entreprises ne distribuent plus de profits privés. La Chine est le seul pays socialiste qui ait recouru sur une large échelle à ce mode de transformation des rapports de propriété.

Dans l'agriculture, comme dans presque tous les pays socialistes, ce sont les *formes collectives d'exploitation de la terre* qui dominent. Mais, là encore, sous une forme très spécifique, celle des communes populaires dont je parlerai tout à l'heure.

L'ensemble de l'économie est dirigée selon un plan.

Au lendemain des années de reconstruction, il y a eu un premier plan de cinq ans (1952-1957), puis un deuxième plan couvrant la période 1958-1962, mais celui-ci a été bouleversé par l'arrêt, en 1960, de l'aide donnée jusque-là par l'Union Soviétique et, aussi, par les grandes calamités agricoles que la Chine a connues de 1959 à 1961. C'est pourquoi, au cours des années récentes, il n'y a plus eu que des plans annuels. Mais, cette année, à nouveau, un plan de cinq ans (1966-1970) est mis en œuvre. Les objectifs n'en sont pas encore publiés.

Les plans fixent des objectifs dans le domaine de la production, des investissements, du commerce et des transports. Les prix et l'emploi industriel sont également planifiés. Les indications que j'ai recueillies me permettent de penser que la conception de la planification en Chine est aujourd'hui plus souple et plus réaliste que dans beaucoup d'autres pays socialistes.

A travers les plans, c'est une politique d'*industrialisation* qui est mise en œuvre, mais, depuis ces dernières années, cette industrialisation se développe selon des conceptions sensiblement différentes de celles qui ont dominé en Union Soviétique et dans d'autres pays socialistes. Je reviendrai aussi sur ce point. Dès maintenant, on peut dire que les résultats obtenus ont été importants.

La production industrielle, en effet, fournissait il y a vingt ans, moins de 20 % du revenu national ; elle fournit aujourd'hui 60 % de ce revenu, lui-même fortement accru. La progression est considérablement plus rapide qu'en Inde où le revenu national a augmenté beaucoup moins vite, en raison de la faible progression de l'agriculture.

La production industrielle a été développée, d'une part, en vue de servir directement les besoins de consommation de la population et les besoins de l'agriculture, notamment par la fourniture à celle-ci de petits moteurs, de pompes électriques et diesel, de petit outillage, d'engrais, etc. D'autres part, l'industrie a été développée en vue d'assurer l'auto-équipement du pays. La Chine peut actuellement construire chaque année des aciéries et des mines capables de produire de un à deux millions de tonnes d'acier ou de charbon. Elle peut également construire des centrales électriques puissantes et elle fournit un grand nombre de machines-outils. On estime à 95 % le taux actuel de couverture des besoins d'équipement, ceci sur la base d'une progression de la production industrielle qui semble se situer au-dessus de 10 à 12 % par an.

Dans cet effort de construction économique, le parti communiste chinois joue un rôle moteur, tant au niveau du Gouvernement qu'au niveau des entreprises, des communes populaires et de l'ensemble des organisations de masses. Je pense que ce rôle est beaucoup plus important que dans la plupart des autres pays socialistes, notamment en raison de la forte implantation du parti communiste chinois dans les campagnes. C'est là, en quelque sorte, un héritage de la longue période de guerre civile menée principalement par les paysans.

LA SPÉCIFICITÉ DE LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN CHINE

J'en arrive maintenant aux traits les plus spécifiques de l'économie chinoise, c'est-à-dire, à la fois, aux traits spécifiques de la politique économique et des institutions sur lesquelles cette politique s'appuie.

Le premier de ces traits me paraît être l'accent mis par les dirigeants chinois sur l'importance fondamentale du *développement de l'agriculture*. Ceci représente une orientation précise de politique économique, orientation formulée il y a environ cinq ans et qui s'oppose à la conception soviétique de la priorité au développement industriel et, au sein de l'industrie, à la priorité donnée à l'industrie lourde. Cette orientation est exprimée par les dirigeants chinois sous cette forme frappante : « Prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dirigeant ».

Ce mot d'ordre a entraîné :

1) Depuis 1960 environ, un effort décisif pour arrêter tout mouvement de population important des campagnes vers les villes. Cette politique a été facilitée par la très forte réduction des inégalités de revenus entre les villes et les campagnes (où les revenus ont été sensiblement accrus) et par l'ensemble des développements sociaux dont les villages ont bénéficié, notamment en ce qui concerne l'éducation et la santé publique. Cette politique économique et sociale a eu des conséquences très favorables sur la production agricole.

2) Le mot d'ordre « Prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dirigeant » s'est concrétisé aussi par un effort considérable en vue de l'*intensification de la production agricole*. Les moyens de cette intensification sont variés : sélection des semences, semis serrés, labours relativement profonds, développement des cultures sous serres, utilisation des engrais et des insecticides, travaux considérables de terrassement en vue de lutter contre l'érosion, pratique des engrais verts, irrigation et drainage développés sur une large échelle et, plus récemment, développement aussi sur une large échelle de l'électrification des campagnes. Ce dernier point est particulièrement frappant : un peu partout, à travers les campagnes chinoises, on voit se dresser les pylônes et les poteaux porteurs de fils électriques qui conduisent le courant dans les villages. L'électrification et le développement considérable de l'utilisation des moteurs, notamment des moteurs diesel, a abouti à ce que l'on peut déjà appeler une semi-mécanisation. Cette semi-mécanisation a permis de libérer une partie de la main-d'œuvre des tâches les plus pénibles et la main-d'œuvre ainsi libérée a été utilisée dans l'agriculture elle-même en vue d'une culture plus intensive, notamment en multipliant les récoltes effectuées sur une même superficie. Cette intensification a même pris une telle ampleur que l'on voit apparaître une sorte de manque de main-d'œuvre. Aussi, le sociologue néerlandais WERTHEIM, qui a étudié

ce phénomène, a-t-il pu donner à un de ses articles, paru l'an dernier dans la Revue *Population*, le titre paradoxal : « La Chine est-elle sous-peuplée ? » (*Population*, mai-juin 1965, p. 477 à 514).

3) La politique ainsi suivie comporte également un autre aspect paradoxal pour un pays qui a entrepris un vaste effort de développement industriel, à savoir : un fort accroissement des *investissements dans l'agriculture*. Il faut, cependant, ajouter que ces investissements accrus dans l'agriculture ne sont pas financés à partir de ressources prélevées sur les villes ou sur l'industrie. Il s'agit d'un *auto-financement* de l'agriculture, auto-financement assuré essentiellement par l'utilisation des forces de travail qui existaient antérieurement dans l'agriculture et qui y étaient fortement sous-employées. En effet, même avec de doubles récoltes, l'activité rurale connaît des *temps morts*. C'est l'utilisation de la main-d'œuvre rurale pendant ces temps morts qui assure une grande partie des investissements en travail de l'agriculture.

4) Cependant, la concentration d'une partie des forces de travail rurales sur les investissements agricoles suppose, aussi, que l'agriculture dispose de *moyens matériels et financiers*. C'est pour cette raison qu'on a *limité systématiquement les prélèvements matériels et financiers opérés sur l'agriculture*. Ceci se concrétise, notamment, par le *blocage des impôts agricoles* au niveau atteint en 1957, si bien que les augmentations de production de l'agriculture bénéficient entièrement à celle-ci et *ne sont pas accaparées* par le secteur urbain. De même, la politique suivie en matière de *prix* des produits agricoles vendus dans les villes témoigne, par la *faible différence entre les prix d'achat dans les campagnes et les prix de vente à la population urbaine*, que les organismes d'Etat, qui servent d'intermédiaires, ne prélèvent qu'une faible marge, essentiellement destinée à couvrir *leurs propres frais*. Ici encore, on constate une différence fondamentale avec la politique suivie pendant la période d'industrialisation de l'Union Soviétique, car cette industrialisation s'est opérée grâce à un transfert important de main-d'œuvre des campagnes vers les villes et grâce à des prélèvements matériels et financiers considérables.

Par suite de ces différentes mesures, *l'auto-investissement* dans les campagnes semble correspondre au chiffre élevé de 10 à 15 % du produit brut de l'agriculture. Il faut ajouter que cet auto-investissement est destiné en partie, aussi, à des investissements dans *l'industrie rurale*, c'est-à-dire dans des industries qui appartiennent aux paysans, à travers les communes populaires. Une telle industrialisation rurale s'effectue avec des moyens simples, elle exige de faibles investissements et elle permet d'utiliser des ressources matérielles locales qui, sans cela, seraient inutilisables.

De plus en plus, les ateliers ruraux sont dotés d'une main-d'œuvre à peu près permanente, c'est-à-dire qui travaille dans ces ateliers la majeure partie du temps. Celle-ci n'est rendue disponible, pour les travaux agricoles, que dans les périodes de pointe.

L'industrialisation rurale comporte aussi l'avantage d'économiser les dépenses de transport et de familiariser la population rurale avec des activités de type industriel, ce qui aide à transformer la mentalité paysanne.

Les développements que la Chine a ainsi connus au cours de ces dernières années sont en contraste évident avec ceux qui ont caractérisé l'industrialisation soviétique. La politique économique soviétique comportait, en effet, l'interdiction des activités industrielles pour les collectivités agricoles ou kolkhozes.

L'effort de développement agricole en Chine a largement porté ses fruits, comme en témoignent l'approvisionnement des villes et le bon niveau alimentaire de la population. Il n'est malheureusement pas possible de dire plus, en l'absence de statistiques. J'ajouterai cependant que la dernière estimation de la production agricole, celle de 1957, représentait 180 millions de tonnes de céréales et produits équivalents. D'après de nombreuses estimations, on considère que les dernières récoltes se situeraient aux alentours de 220 millions de tonnes, soit une augmentation de plus de 20 % sur 1957 ou encore une augmentation plus forte que celle de la population (j'accepte ici les estimations de M. WERTHEM dans l'article précédemment cité à la p. 510).

Si telles sont quelques-unes des conséquences dans le domaine agricole de ce mot d'ordre si spécifiquement chinois : « Prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dirigeant », il nous faut voir, aussi, de quelle façon, ce même mot d'ordre s'est répercuté sur le développement industriel.

En premier lieu, ce mot d'ordre a signifié que l'Etat a concentré ses efforts d'investissements, d'une part, comme je l'ai dit tout à l'heure, sur certaines des industries desservant directement les besoins de consommation de la population et les besoins de l'agriculture et, d'autre part, sur les industries servant à l'auto-équipement, en donnant la priorité aux branches industrielles les plus avancées, telles que l'outillage de précision, le matériel électrique et l'électronique, c'est-à-dire sur des industries qui demandent relativement peu d'investissements par travailleur et dans lesquelles la valeur ajoutée par travailleur est très élevée grâce au haut niveau de technicité que ces industries exigent. Il y a là, aussi, une orientation très spécifique de la politique industrielle chinoise, qui, d'une façon générale, est orientée davantage vers la *qualité* de la production que vers la *quantité*.

Aussi, au cours des années récentes, un très gros effort a été accompli dans le domaine de la *recherche scientifique et technique*. Grâce à cet effort, la Chine est parvenue dans un certain nombre de secteurs au niveau des techniques industrielles les plus avancées, comme en témoignent les résultats atteints notamment dans le domaine de l'industrie atomique.

Il faut dire, ici, deux mots des conditions dans lesquelles l'industrie chinoise a pu se développer en dépit de la faiblesse relative des transferts financiers en provenance de l'agriculture.

Ceci s'explique, tout d'abord, par le fait que le secteur industriel d'Etat a été rendu rentable dès les premières années du nouveau régime, aussi est-il en mesure d'assurer lui-même son propre financement. Bien plus, les efforts qui ont été accomplis en vue d'accroître régulièrement la productivité du travail et donc de réduire les prix de revient ont été couronnés de succès. En conséquence, les prix de vente de l'industrie ayant été stabilisés, la marge bénéficiaire de l'industrie d'Etat s'est accrue et ses ressources financières ont augmenté, à la fois, grâce à la baisse des prix de revient et à l'augmentation du volume de la production. De cette façon, l'industrie se développe, elle aussi, à partir de ses propres ressources.

Ce processus d'auto-financement ne constitue d'ailleurs qu'une application de cet autre mot d'ordre caractéristique aussi de la politique économique chinoise actuelle : « Se développer par ses propres forces ». Je n'ai pas le temps malheureusement de m'étendre sur les différentes applications de ce mot d'ordre, mais je voudrais signaler que celui-ci n'a pas seulement un champ d'application sous la forme d'un large effort d'auto-équipement de l'agriculture et de l'industrie : il est destiné, également, à définir la ligne générale du développement économique du pays dans le sens de la création des branches d'industrie qui sont destinées à éliminer la dépendance ancienne à l'égard des importations industrielles.

Ce même mot d'ordre signifie, en outre, qu'à l'intérieur de chaque usine le maximum d'efforts doit être fait pour utiliser et améliorer les moyens de production existants et pour recourir au minimum à l'aide de l'Etat en vue de nouveaux investissements.

Je voudrais, maintenant, dire quelques mots de cette institution si spécifique de l'économie chinoise : les communes populaires rurales.

Les communes populaires sont des organisations à caractère à la fois économique, administratif et politique.

Les communes populaires sont nées en 1958, au cours de ce qu'on a appelé « le grand bond en avant ». A l'heure actuelle, il en existe environ 74.000, ce qui représente environ 8.000 habitants par commune. Chacune d'entre elles groupe donc un certain nombre de villages.

Actuellement, la commune comporte trois niveaux : le niveau central auquel s'élabore le plan de production et d'investissements de l'ensemble et auquel se situe la propriété des moyens de production les plus importants ; le niveau de la brigade, qui correspond à l'ancienne coopérative et qui représente un échelon intermédiaire et, enfin, le niveau de l'équipe constituée par un petit nombre de travailleurs disposant des moyens de production les plus légers et travaillant selon son propre plan, lui-même défini à l'intérieur du plan de la commune

populaire. C'est au niveau de l'équipe que s'effectue le partage de l'essentiel du produit net de sa propre activité.

Il ne m'est pas possible d'examiner les différents aspects de l'activité des communes populaires. Je voudrais simplement dire ceci : cette organisation constitue une forme de *fusion organique*, une forme d'*intégration*, entre les activités agricoles et les activités industrielles au niveau des villages. En outre, et contrairement à ce qui a souvent été affirmé, les communes populaires constituent beaucoup moins un relais de l'action étatique que ne le constitue le kolkhoze soviétique. Les communes populaires forment de véritables organes de négociations entre les paysans et l'Etat. Ce sont les communes populaires qui préparent leur plan de production et elles ne sont assujetties à l'égard de l'Etat qu'à des livraisons prévues par contrats. Les communes populaires déterminent elles-mêmes leur plan d'investissements ainsi que le niveau et les modalités de la rémunération de leurs membres.

La commune populaire, avec ses trois niveaux, constitue apparemment un excellent cadre d'accueil pour l'industrialisation rurale et pour la mécanisation ultérieure de l'agriculture. Celle-ci devient une tâche prochaine qui pourra être accomplie grâce aux progrès de l'industrie.

.

Il faut ajouter qu'il est impossible de prendre une vue juste des caractères spécifiques de l'économie chinoise contemporaine si l'on ne tient pas compte des échelles de valeur qui sous-tendent les institutions économiques. Je voudrais préciser ce point.

Tout effort économique d'envergure exige la participation volontaire de l'ensemble des travailleurs. Une telle participation peut être acquise soit pour des raisons essentiellement matérielles (parce qu'il n'y a pas d'autres moyens pour vivre que de travailler et parce que pour vivre mieux il faut travailler plus), soit pour des raisons d'ordre idéologique : dévouement à une cause, patriotisme, adhésion profonde au but poursuivi par la collectivité. L'effort de construction économique de la Chine actuelle est caractérisé par l'importance qui revient à ces *facteurs idéologiques*. Bien entendu, les facteurs *matériels* sont aussi présents, mais il est certain qu'on les fait jouer le moins possible.

Ceci demande quelques précisions.

Il faut noter, tout d'abord, que les *différenciations de rémunérations* selon la qualification du travail ou selon le niveau de responsabilité sont réduites au minimum. Ainsi, dans les usines, l'éventail des salaires est très fermé. L'échelle des salaires ouvriers va de 40 yuans à 120 yuans par mois, le salaire moyen se situant entre 70 et 80 yuans (un yuan vaut environ deux francs). En ce qui concerne les techniciens, l'éventail des salaires s'étend de 60 à 150 yuans. Il semble que les salaires les plus élevés, dans une usine, puissent se situer aux environs de 250 yuans, et encore, lorsque celui qui est investi d'une lourde responsabilité est

membre du parti sa rémunération ne dépasse pas 120 yuans, c'est-à-dire ce que gagne un ouvrier hautement qualifié.

La faible importance accordée à ce que les Soviétiques appellent aujourd'hui les « stimulants matériels » est également confirmée par l'absence à peu près totale dans l'industrie du salaire aux pièces ou de diverses formes de salaire au rendement. La plupart des travailleurs industriels, y compris les ouvriers, sont rémunérés sur la base d'un salaire fixe quel que soit le niveau de leur productivité individuelle et le jeu des primes est très étroitement limité.

De même, ont été réduites au minimum les différences de rémunération entre les travailleurs chargés de l'administration et les travailleurs manuels. Un gros effort est fait, en outre, pour mêler intimement les deux types de travail.

D'une façon générale — et c'est peut-être là le point le plus important — si la Chine accomplit d'immenses efforts en vue de faire progresser son économie et d'élever en conséquence le niveau de vie de sa population, il est clair qu'elle se refuse en même temps à adopter ce que l'on pourrait appeler les « valeurs » de la « société de consommation ». Il apparaît, avec évidence, que le but que l'on se fixe est la recherche d'une vie plus pleine et plus complète grâce à la satisfaction prioritaire des besoins vécus comme *fondamentaux*, c'est-à-dire les besoins d'éducation, de santé, d'activités créatrices, de solidarité, de participation à un effort collectif. En ce sens, ce n'est pas seulement l'économie chinoise qui présente des traits spécifiques mais la *société* chinoise à tous ses niveaux : au niveau des idéaux et des besoins ressentis.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Tels sont quelques-uns des aspects spécifiques de la Chine contemporaine.

Au terme d'un si bref exposé, il est évidemment impossible de présenter de véritables conclusions. Je voudrais donc me limiter à quelques remarques :

La première est que la *spécificité* des institutions et de la politique économique chinoise ne doit pas être isolée des autres traits spécifiques de la Chine, y compris de son histoire, des valeurs héritées du passé et des expériences que le peuple chinois a vécues, notamment l'expérience de la guerre civile et celle du début de la construction d'une société nouvelle.

En second lieu, je voudrais dire qu'il semble bien que l'économie et la société chinoises ont trouvé aujourd'hui une sorte d'équilibre dynamique qui assure une progression régulière. Bien sûr, je ne veux pas

dire par là que ce qui est aujourd'hui spécifique de l'économie chinoise pourra entièrement le rester et indéfiniment. Il est évident que certains des traits spécifiques d'aujourd'hui se relient à la situation *objective* de la Chine, au faible niveau de développement de sa production, au niveau encore faible de son développement industriel. Aussi, la question reste posée de savoir ce qui pourra subsister des spécificités d'aujourd'hui dans la Chine de demain, c'est-à-dire dans une Chine hautement industrialisée, dans laquelle l'activité urbaine sera beaucoup plus développée et qui sera, aussi, beaucoup plus liée aux échanges internationaux. Ce que sera cette Chine de demain, il est évidemment bien difficile de le prévoir. Je crois, néanmoins, qu'elle continuera nécessairement à présenter certains des traits marquants qui caractérisent la Chine d'aujourd'hui et qui témoignent d'une civilisation originale et authentique et d'une civilisation qui, par certains de ses traits, peut indubitablement servir d'exemple aux pays aujourd'hui industrialisés.

Professor BETTELHEIM's article resumes a communication that he made to the French Moral and Political Sciences Academy. He draws his inspiration from a recent journey in China. Professor BETTELHEIM raises two classes of general problems : the socialistic characteristic of the Chinese Economy, the specific character of socialism-building in China. The Chinese socialism is analyzed at the level of economic structures and development policy. The specificity of this socialism appears in the analysis of priority-holder agricultural development and of the coupling of this agriculture with an integrated industrialization ; it also comes out in the financing forms of these two sectors which, for a very large part, turn to self-financing. Finally, Prof. BETTELHEIM underlines the rôle of the ideology in the building of the Chinese socialist economy.